

Art. 8. De personeelsleden die definitief benoemd zijn, behouden in hun nieuwe dienst de aanspraken op de bevordering zie zij bekomen hebben ingevolge een examen voor bevordering in graad of een vergelijkend toegangsexamen ingericht voor de diensten van de Franse Gemeenschapsregering

Art. 9. In afwijking van artikel 2 van het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt de weddeschaal 12/1 toegekend aan de ambtenaren die houder zijn van een graad van rang 11 of 10 wanneer zij twaalf jaar niveau-anciënniteit hebben.

Art. 10. § 1 De graden van maatschappelijk assistent van rang 22, 23 en 24 worden in niveau 2+ respectievelijk omgezet in rang 26, 27 en 28 en dit respectievelijk in de graad van maatschappelijk assistent, eerstaanwend maatschappelijk assistent en maatschappelijk hoofdassistent.

§ 2 De graden van directiesecretaris van rang 21, van eerste directiesecretaris van rang 22 en van eerste directiesecretaris van rang 24 worden in niveau 2+ respectievelijk omgezet in rang 26, 27 en 28 en dit respectievelijk in de graad van directiesecretaris, van eerste directiesecretaris en van hoofddirectiesecretaris.

§ 3 De omzettingen bedoeld in §§ 1 en 2 zijn van toepassing op de datum van invoegetrede van de overheveling van de betrokken ambtenaren.

Art. 11. In afwijking van artikel 6 behouden de houders van de graden waarvoor geen gelijkwaardige weddeschaal bestaat in de diensten van het College, de weddeschaal die hen toegekend werd in de diensten van de Franse Gemeenschapsregering.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de datum van de overheveling van de personeelsleden van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Brussel, 9 mei 1995.

Vanwege het College :

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College,

R. HOYAT,

Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt en Begroting.

[C — WIN — 31371]

F. 95 — 2411

9 MAI 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives à certains membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française nommés à titre définitif à la date du 31 décembre 1994

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 163 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat,

Vu l'arrêté 92/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 92/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 française relatif à la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le Statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 9 mai 1995 fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole de 95/14 du Comité particulier de Négociation de la Commission communautaire française signé en date du 3 mai 1995;

Considérant que d'une part, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises garantit un certain nombre de droits aux anciens agents de la Commission française de la Culture; que d'autre part, il convient de régler les cas où une spécificité justifie qu'il soit apporté un tempérament à l'application littérale des nouvelles règles édictées par les arrêtés susvisés; qu'il convient aussi de fixer les règles de la mise en oeuvre du niveau 2+ pour les membres du personnel visés par le présent arrêté; et qu'enfin, il convient de préciser les modalités d'application des

droits acquis ou des procédures en cours résultant de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1991 portant des dispositions administratives ou pécuniaires relatives au personnel de l'administration de la Commission communautaire française;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé du budget et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, nommés à titre définitif avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le Statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, conservent à titre personnel, le bénéfice de l'octroi de l'allocation pour diplôme dont ils disposaient en vertu du Statut pécuniaire repris en annexe 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1991 portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives au personnel de l'Administration de la Commission communautaire française.

Art. 2. Le titulaire du grade de Directeur d'administration, adjoint à la Chancellerie, conserve à titre personnel, aussi longtemps qu'il occupe le même emploi, le bénéfice de l'échelle barémique attribuée au grade dont il était revêtu lors de son transfert de la Commission française de la Culture à la Commission communautaire française.

Art. 3. Les titulaires du grade de Commis principal conservent à titre personnel, aussi longtemps qu'ils occupent le même emploi, le bénéfice de l'échelle barémique 32/4 équivalente à l'échelle barémique 1.34 attribuée à ce grade par le Statut pécuniaire adopté par le Collège de la Commission communautaire française en date du 17 juillet 1991.

Art. 4. Les fonctionnaires de l'ancienne Commission française de la Culture conservent à titre personnel, aussi longtemps qu'ils occupent le même emploi, le bénéfice de la carrière plane telle qu'instaurée par les délibérations de la Commission française de la Culture 88/407 du 22 décembre 1988 et 89/152 du 9 mai 1989 modifiant le Tableau des grades pour les agents de la C.F.C. et 88/403 du 27 décembre 1988 arrêtant le tableau des grades applicable aux emplois de chargés de mission et d'Auxiliaires culturels, et l'arrêté 92/417 du Collège de la Commission communautaire française du 9 décembre 1992 précisant les modalités d'application desdites délibérations de la Commission française de la Culture.

Art. 5. § 1er. Les fonctionnaires titulaires d'un grade faisant l'objet d'un regroupement d'emplois tel que prévu par le Règlement du 8 juillet 1991 de l'Assemblée de la Commission communautaire française fixant le cadre organique du personnel statutaire de l'administration de la Commission communautaire française, conservent le bénéfice des dispositions de l'article 46 de l'annexe 2 à l'arrêté du 17 juillet 1991 du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives au personnel de l'administration de la Commission communautaire française, pour autant qu'ils se soient trouvés dans les conditions d'ancienneté requises pour pouvoir prétendre à une promotion, et ce, avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

§ 2. Pour l'application du § 1er, lorsque la promotion à un poste faisant l'objet d'un regroupement d'emploi est soumise à la réussite d'un examen, celui-ci est organisé par le Secrétariat permanent au recrutement.

Les candidats sont informés de l'organisation et du programme des examens. Ils sont tenus de s'y inscrire. En cas de non inscription ou d'échec à deux reprises, le bénéfice des dispositions du § 1er s'éteint.

Art. 6. § 1er. Les titulaires des grades d'assistant social et d'infirmier gradué de rang 22 voient leur grade converti dans le niveau 2+ au rang 26 et deviennent respectivement titulaires des grades d'assistant social et d'infirmier.

§ 2. Les titulaires des grades de secrétaire de direction de rang 21, de secrétaire principal de direction de rang 22 et de secrétaire principal de direction de rang 24 voient leur grade converti dans le niveau 2+, respectivement aux rangs 26, 27 et 28 et deviennent titulaires des grades de secrétaire de direction, secrétaire principal de direction, secrétaire de direction en chef.

§ 3. Les conversions visées aux § 1er et 2 sont d'application à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 7. Le Membre du Collège, compétent pour la Fonction publique et le Budget, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 1995.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOTYAT,

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique.

VERTALING

N. 95 — 2411

[C — WIN — 31371]

9 MEI 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die op 31 december 1994 vastbenoemd waren

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 163 en 178 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en van 16 juli 1993 tot vervollediging van de staatsvorming;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het besluit 92/253 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;

Gelet op het besluit 92/254 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot regeling van zijn werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende vaststelling van het personeelsreglement van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 mei 1995 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het protocol nr 95/14 van het Bijzonder Onderhandelings-comité van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 3 mei 1995;

Overwegende dat enerzijds de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen bepaalde rechten waarborgt aan de voormalige personeelsleden van de Franse Cultuurcommissie, dat anderzijds de gevallen, waarvan de specificiteit een verdaagde toepassing van de nieuwe regelen zoals bepaald bij voornoemde besluiten verantwoordt, moeten geregeld worden, dat de regelen voor de uitvoering van het niveau 2+ voor het personeel bedoeld in dit besluit moeten vastgesteld worden en dat tenslotte de toepassingsmodaliteiten van de geworven rechten of van de aan de gang zijnde procedures, voortvloeiend uit het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1991 houdende administratieve of geldelijke bepalingen betreffende het administratief personeel van de Franse Gemeenschapscommissie, dienen te worden gepreciseerd;

Op de voordracht van het Lid van het College belast met begroting en openbaar ambt,

Besluit:

Artikel 1. De ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, die vastbenoemd werden vóór de inwerkingtreding van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie behouden op persoonlijke titel het voordeel van de toekenning van de diplomavergoeding, waarvan ze genoten krachtens het geldelijk statuut zoals vermeld in bijlage 4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1991 houdende administratieve of geldelijke bepalingen betreffende het administratief personeel van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De titularis van de graad van Administratiedirecteur, toegevoegd aan de Kanselarij, behoudt ten persoonlijke titel zolang hij dezelfde betrekking bekleedt, het voordeel van de weddeschaal toegekend aan de graad die hij had op het ogenblik van zijn overheveling van de Franse Cultuurgemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 3. De titularissen van de graad van Eerste klerk behouden ten persoonlijke titel zolang zij dezelfde betrekking bekleden, het voordeel van de weddeschaal 32/4, die overeenkomt met de weddeschaal 1.34, toegekend aan deze graad krachtens het geldelijk statuut, goedgekeurd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie op 17 juli 1991.

Art. 4. De ambtenaren van de voormalige Franse Cultuurcommissie behouden ten persoonlijke titel zolang zij dezelfde betrekking bekleden, het voordeel van de vlakke loopbaan zoals ingevoerd in de beraadslagingen van de Franse Cultuurcommissie 88/407 van 22 december 1988 en 89/152 van 9 mei 1989 houdende wijziging van de tabel van de graden voor het personeel van de Franse Cultuurcommissie en 88/403 van 27 december 1988 tot vaststelling van de tabellen van de graden die van toepassing zijn op de betrekkingen van opdrachthouder en cultuurassistent en in het besluit 92/417 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 9 december 1992 tot bepaling van de toepassingsmodaliteiten van voornoemde beraadslagingen van de Franse Cultuurcommissie.

Art. 5. § 1. De ambtenaren, titularissen van een graad die het voorwerp uitmaakt van een groepering van betrekkingen, zoals voorzien in de Verordening van 8 juli 1991 van de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de personeelsformatie van het statutair administratief personeel van de Franse Gemeenschapscommissie, behouden het voordeel van de bepalingen van artikel 46 van bijlage 2 van het besluit van 17 juli 1991 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende administratieve en geldelijke bepalingen betreffende het administratief personeel van de Franse Gemeenschapscommissie, voor zover ze de vereiste voorwaarden vervullen om een bevordering te kunnen opvullen vóór de inwerkingtredingsdatum van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, wanneer de bevordering tot een betrekking die het voorwerp uitmaakt van een groepering van betrekkingen onderworpen wordt aan het slagen in een examen, wordt dit examen door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd.

De kandidaten worden over de organisatie en het programma van de examens geïnformeerd. Ze moeten zich voor dit examen inschrijven. Indien ze zich niet inschrijven of zij twee keer voor het examen zakken, houdt het voordeel van de bepalingen van § 1 op te gelden.

Art. 6. § 1. De graden van maatschappelijk assistent en gegradueerde verpleger van rang 22 worden omgezet in een niveau 2+ van rang 26, en de titularissen ervan worden respectievelijk titularissen van de graden van maatschappelijk assistent en van verpleger.

§ 2. De graden van directiesecretaris van rang 21, eerstaanwend directiesecretaris van rang 22 en eerstaanwend directiesecretaris van rang 24 worden omgezet in een niveau 2+ van respectievelijk rangen 26, 27 en 28 en de titularissen ervan worden titularissen van de graden van directiesecretaris, eerstaanwend directiesecretaris en hoofddirectiesecretaris.

§ 3. De in § 1 en § 2 bedoelde omzetting is van toepassing vanaf de inwerkingtreding van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 7. Het Lid van het College bevoegd voor openbaar ambt en begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 1995.

Vanwege het College :

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College.

R. HOTYAT,

Lid van het College belast met Begroting en Openbaar Ambt.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

11 AVRIL 1995. - Arrêté royal portant modification de l'arrêté du 16 octobre 1991 portant la composition du Comité directeur de l'Institut historique belge de Rome

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté organique du Régent du 31 octobre 1947 de l'Institut historique belge de Rome, modifié par l'arrêté du Régent du 22 mai 1950;

Vu l'arrêté royal du 16 octobre 1991 portant modification de la composition du Comité directeur de l'Institut historique belge de Rome;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1992 délimitant les attributions ministérielles à l'égard des Institutions culturelles nationales et des établissements scientifiques nationaux;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1994 portant intégration des services du Ministère de l'Éducation nationale et du "Ministère van Onderwijs" dans les Services de programmation de la politique scientifique;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1994 portant modification de la dénomination des Services de programmation de la politique scientifique;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

11 APRIL 1995. - Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 16 oktober 1991 houdende samenstelling van het Bestuurscomité van het Belgisch Historisch Instituut te Rome

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het besluit van de Regent van 31 oktober 1947 tot inrichting van het Belgisch Historisch Instituut te Rome, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 22 mei 1950;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 oktober 1991 houdende wijziging van de samenstelling van het Bestuurscomité van het Belgisch Historisch Instituut te Rome;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1992 tot afbakening van de ministeriële bevoegdheden inzake de nationale culturele en de nationale wetenschappelijke instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1994 houdende opname van de diensten van het Ministerie van Onderwijs en het "Ministère de l'Éducation nationale" in de Diensten voor programmatie van het wetenschapsbeleid;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1994 houdende wijziging van de benaming van de Diensten voor programmatie van het wetenschapsbeleid;